

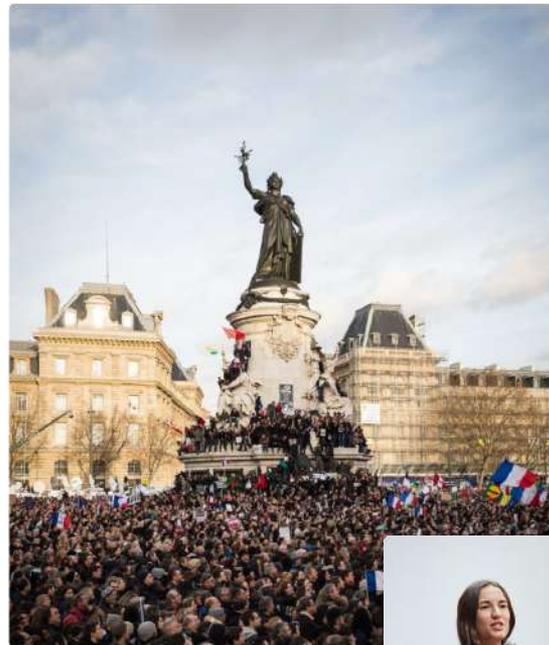


Entrepreneuses, entrepreneurs : quelles mesures concrètes pour vous simplifier la vie ?

Rapport final de consultation - Janvier 2024

Sommaire

A propos de Make.org	3
Partie 1 : Le panorama de la consultation	4
Les chiffres clés de la consultation	5
Répartition de la participation à la consultation	6
Les thèmes cités dans la consultation	8
Partie 2 : Les idées plébiscitées et débattues	9
Méthodologie	10
Agenda citoyen : 26 idées plébiscitées et 8 idées controversées	11
Axe 1 : Simplification des procédures	12
Axe 2 : Quotidien des entreprises	19
Axe 3 : Adaptation de l'administration aux usagers	27
Axe 4 : Rationalisation et suppression des normes	37
Axe 5 : Droits sociaux	42



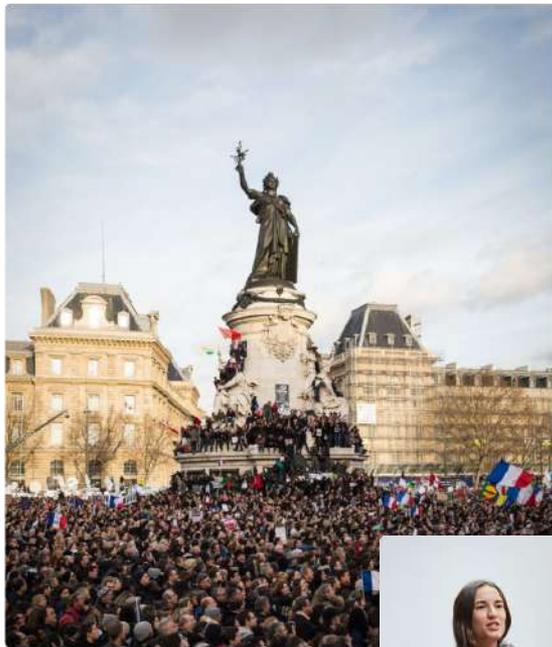
À propos de Make.org

Make.org est une **organisation neutre et indépendante** dont la mission est de faire participer les citoyens et de mobiliser l'ensemble de la société civile pour **transformer positivement la société**.

Nous avons la conviction que ces changements ne peuvent se construire que sur des consensus populaires. C'est pourquoi nous avons développé une méthode unique de consultation massive, capable de toucher plusieurs millions de personnes. En répondant à une question ouverte, chacun peut faire des propositions et voter sur celles des autres participants. Nos algorithmes nous permettent d'identifier **les idées plébiscitées par le plus grand nombre, ainsi que les sujets débattus parmi les Français**. Notre système a été conçu pour empêcher des individus ou des groupes d'intérêt de fausser les résultats ("trolling").

Enfin, comme l'exprime notre **Charte éthique**, Make.org est une plateforme démocratique, civique et européenne, neutre, indépendante, transparente et respectueuse des données personnelles. Une ambition assurée par une gouvernance approfondie, et contrôlée plusieurs fois par an par un Conseil Éthique indépendant.

MAKE.
ORG



1^{ÈRE}
PARTIE

LE PANORAMA DE LA CONSULTATION

Chiffres clés de la consultation

Consultation réalisée, sur une durée d'un peu plus de 6 semaines, du **15/11/2023** au **29/12/2023**

Entrepreneuses, entrepreneurs : quelles mesures concrètes pour vous simplifier la vie ?



29 047

de participant(e)s



5 447

propositions déposées

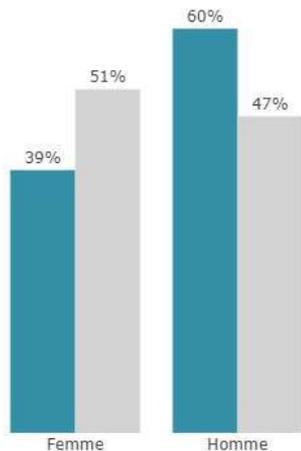


734 276

votes sur l'ensemble des propositions

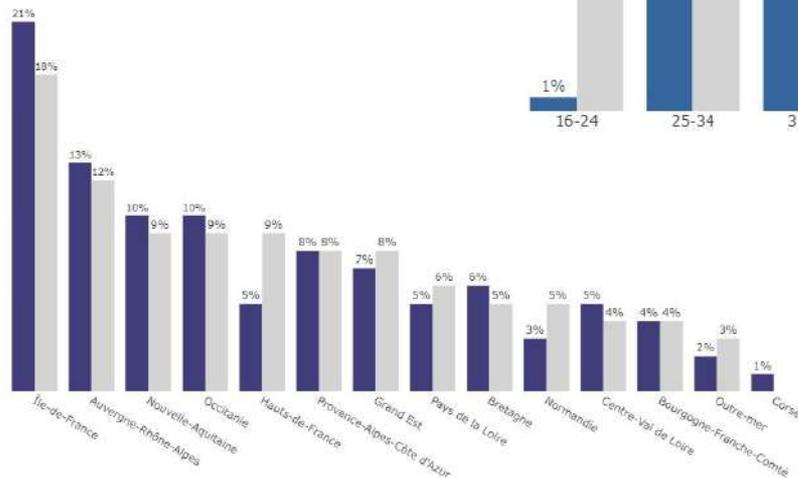
Répartition de la participation à la consultation

Participation par genre



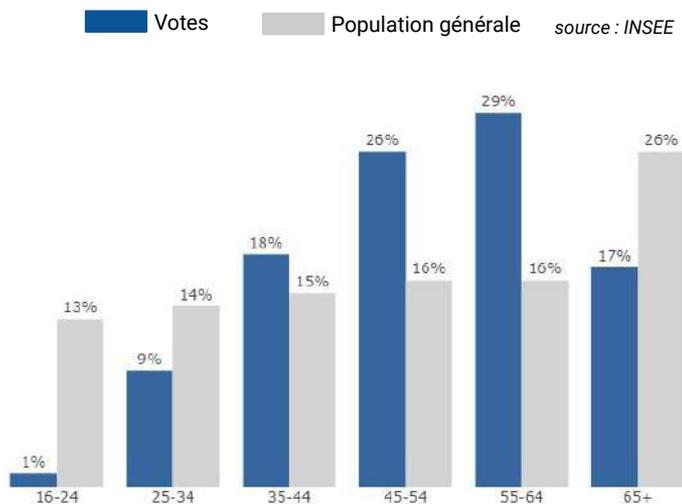
■ Votes
■ Population générale
source : INSEE

Participation par région



■ Votes
■ Population générale
source : INSEE

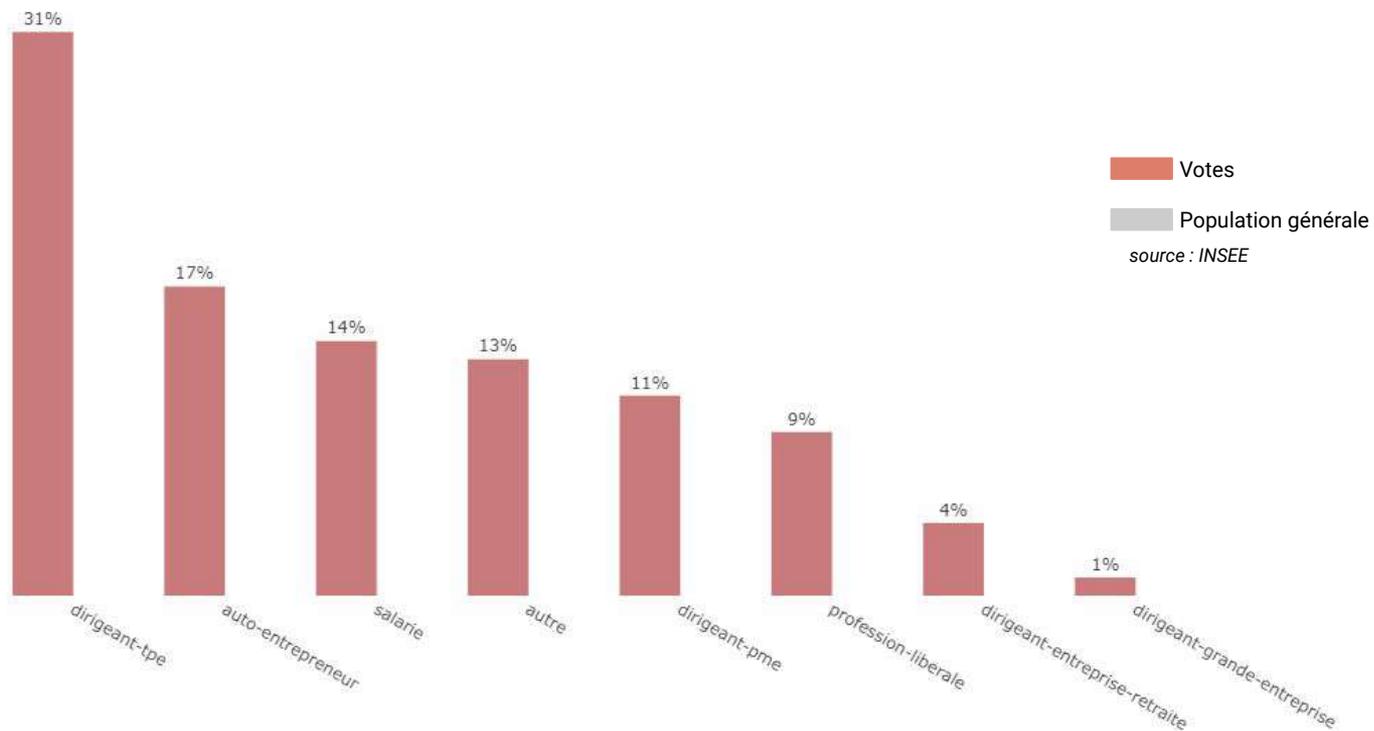
Participation par âge



■ Votes
■ Population générale
source : INSEE

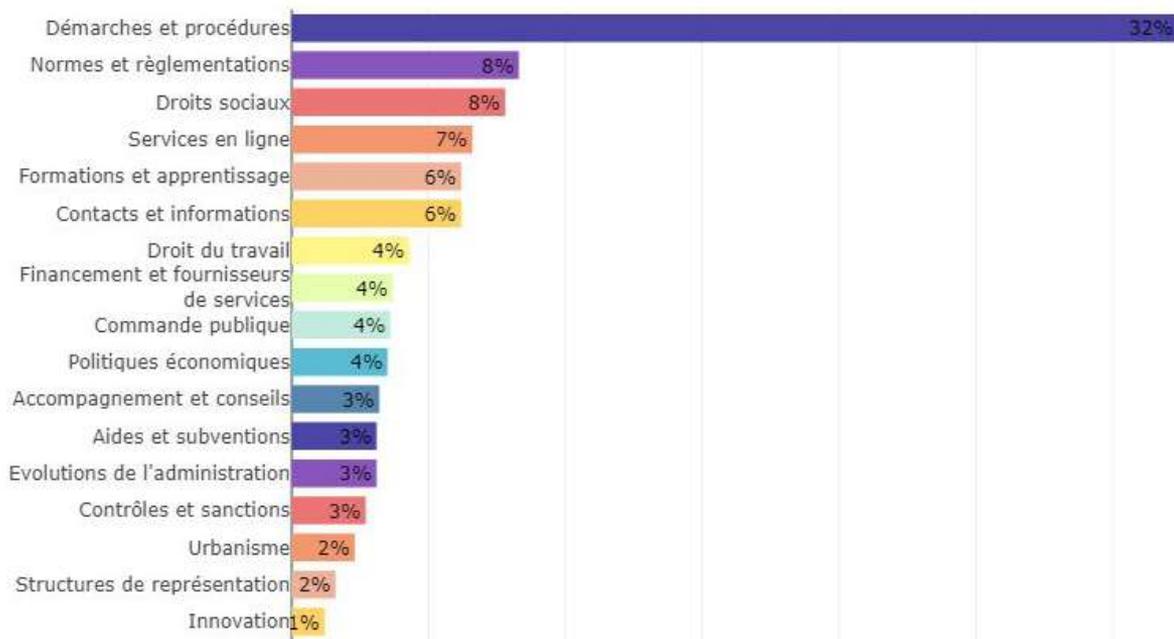
Répartition de la participation à la consultation

Participation par profil



Les thèmes cités dans la consultation

Thèmes cités
Ce dont les citoyens parlent
(en % des 4 442 propositions validées*)



*La somme des pourcentages est supérieure à 100% car certaines propositions font partie de plusieurs thèmes.

2^{ÈME} PARTIE

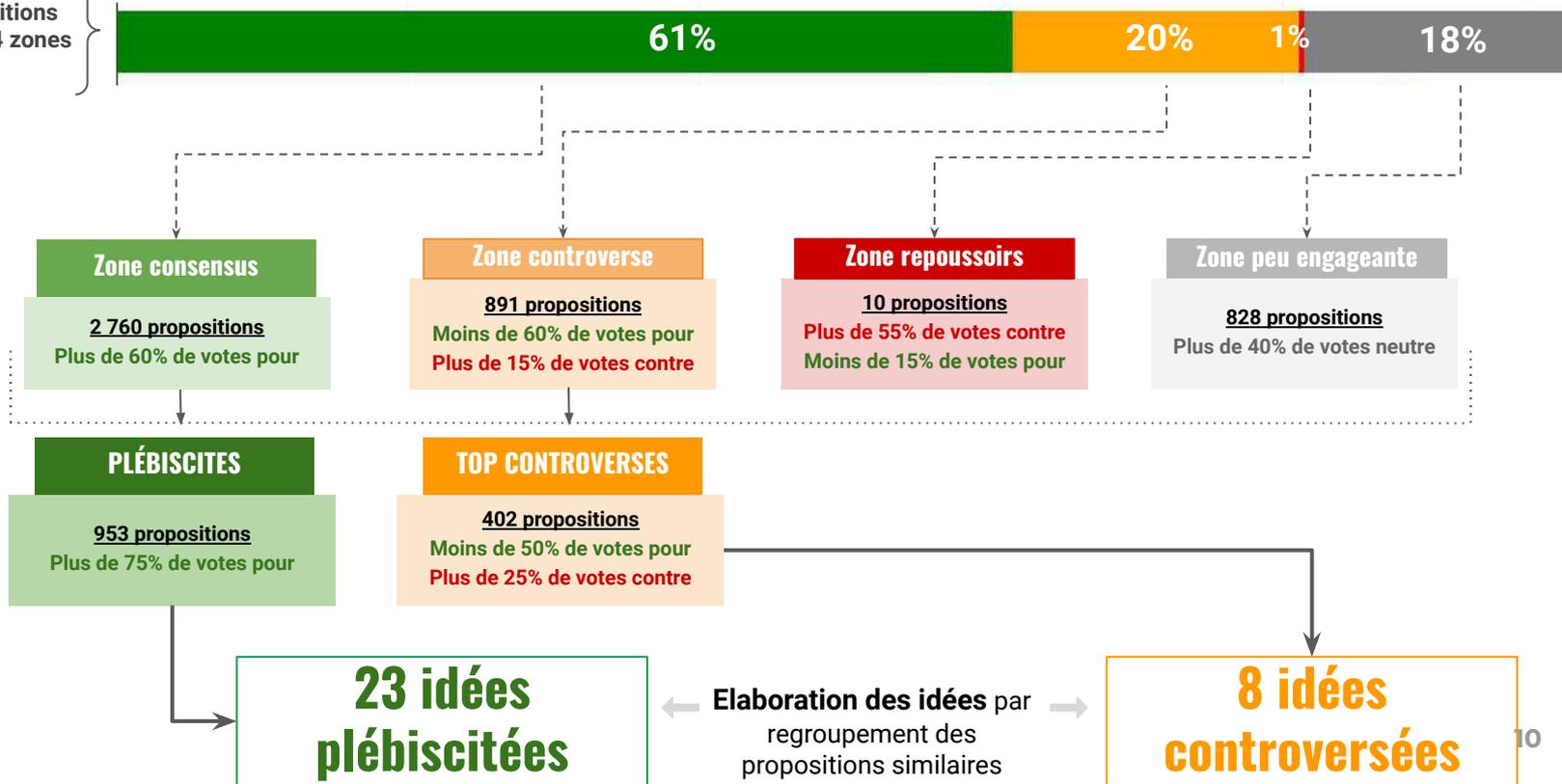
LES IDÉES PLÉBISCITÉES ET CONTROVERSÉES DE LA CONSULTATION

Méthodologie

5 447 propositions déposées sur la consultation

4 442 propositions validées

Répartition de l'ensemble des 4 442 propositions validées dans les 4 zones d'adhésion



23 idées plébiscitées 8 idées controversées, organisées par poids

● Idées consensuelles

⚡ Idées controversées

Simplification des procédures

- Simplifier les démarches et procédures pour faciliter la gestion d'entreprise
- Fluidifier et accélérer les procédures auprès des greffes des tribunaux de commerces
- Simplifier l'accès aux aides et subventions
- Faciliter l'accès effectif des PME et des productions locales à la commande publique
- Faciliter les modifications d'informations relatives à l'entreprise
- Faciliter les démarches de transmission d'entreprise ou de cessation d'activité

Quotidien des entreprises

- Simplifier les modalités de calcul et de déclaration des charges
- Consolider le droit à l'erreur et les communications préalables aux sanctions
- Garantir les délais de paiement d'un prestataire, notamment de la part des pouvoirs publics
- Simplifier l'édition et la lisibilité des fiches de paye
- ⚡ Subventionner ou limiter le recours aux experts-comptables
- ⚡ Exonérer de l'obligation de déposer les comptes annuels
- ⚡ Revenir sur l'obligation de facturation électronique

Adaptation de l'administration aux usagers

- Étendre les modalités de contact avec l'administration, en conservant les échanges oraux
- Poursuivre la mise en place de guichets uniques
- Renforcer la posture d'accompagnement des administrations
- Simplifier les relations en fusionnant les services au contact des entreprises
- Unifier le nombre de sites et leurs contenus
- Appliquer les principes "Dites-le nous une fois" et une meilleure synchronisation des informations entre administrations
- Adopter un langage plus aisé à comprendre dans tous les supports, à commencer par les lois
- Généraliser des expériences d'immersion des fonctionnaires et décideurs dans le quotidien des entreprises
- ⚡ Stopper la dématérialisation

Rationalisation et suppression de normes

- Veiller à limiter l'empilement des nouvelles normes et règles
- Adapter les normes en fonction de la taille de l'entreprise
- ⚡ Relever le plafond de CA pour les auto-entrepreneurs
- ⚡ Réguler l'accès au statut d'auto-entrepreneur

Droits sociaux

- Assurer une meilleure protection sociale aux entrepreneurs (chômage, retraites)
- Mieux contrôler la délivrance des arrêts maladies
- Valoriser et soutenir les dispositifs de formation professionnelle
- ⚡ Réduire voire supprimer les indemnités chômage
- ⚡ Supprimer la médecine du travail

PARTIE 2

LES IDÉES PLÉBISCITÉES ET DÉBATTUES

Axe : Simplification des procédures*



Simplifier les démarches et procédures pour faciliter la gestion d'entreprise

Fluidifier et accélérer les procédures auprès des greffes des tribunaux de commerces



Simplifier l'accès aux aides et subventions



Faciliter l'accès effectif des PME et des productions locales à la commande publique



Faciliter les modifications d'informations relatives à l'entreprise



Faciliter les démarches de transmission d'entreprise ou de cessation d'activité

**Les idées de cet axe couvrent 18% des propositions plébiscitées ou controversées. Soit 167 propositions*

Simplifier les démarches et procédures pour faciliter la gestion d'entreprise

Cette idée rassemble 10% des **propositions plébiscitées**, soit 93 propositions avec **83% de votes "pour"** en moyenne et **16 599 votes**.

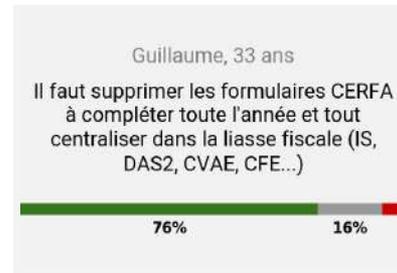
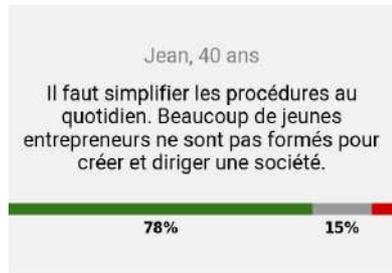
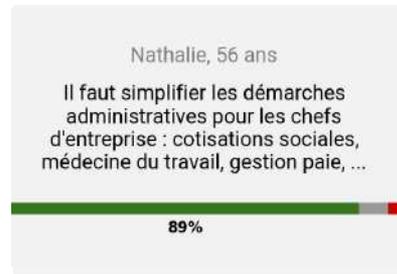
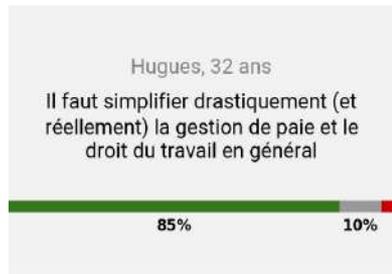
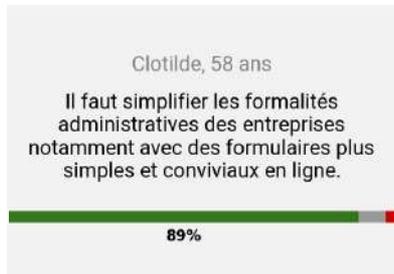
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Une simplification globale de **toutes les procédures relatives à la gestion d'entreprise** : création d'entreprise, gestion fiscale, gestion de la paye, ainsi qu'à chaque étape qui incombe aux dirigeants (congrés, licenciements, médecines du travail etc.).

Le consensus se pose aussi sur la simplification du nombre et du contenu de certains **documents et formulaires** : CERFA, attestation, procès verbaux, CVAE, DAS2.

L'accent est également mis sur la simplification du **droit du travail**, comme les conventions collectives ou le code du travail : des efforts de clarté pour mieux les comprendre (schémas, arborescence).

Exemples de propositions plébiscitées :



Simplifier l'accès aux aides et subventions

Cette idée rassemble 2% **propositions plébiscitées**, soit 21 proposition avec **80% de votes "pour"** en moyenne et **3 285 votes**.

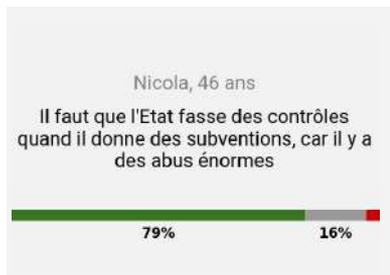
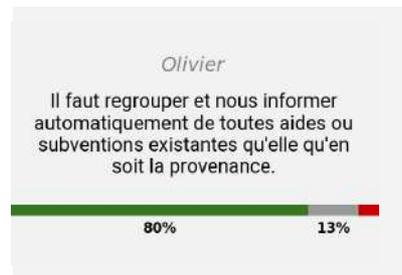
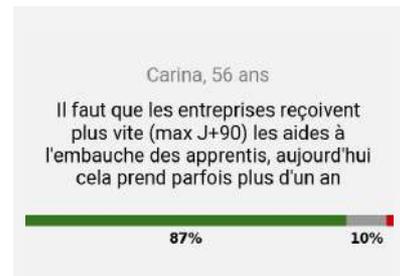
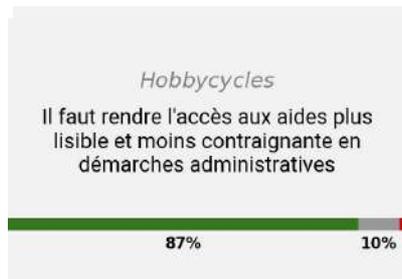
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Faciliter le déclenchement des aides, en amont grâce à **une meilleure information** (en lien avec l'unification des sites des guichets uniques) mais également en rendant le système **plus lisible** (concernant par exemple la prime rénovation énergétique ou l'aide à l'embauche apprentis). Les regrouper et les centraliser.

Accélérer **les délais de versement** jugés parfois trop long.

De manière plus marginal, les participants s'accordent sur le fait de **mieux contrôler l'allocation des subventions**.

Exemples de propositions plébiscitées :



Faciliter les modifications d'informations relatives à l'entreprise

Cette idée rassemble 2% des **propositions plébiscitées**, soit 16 propositions avec **80% de votes "pour"** en moyenne et **2 655 votes**.

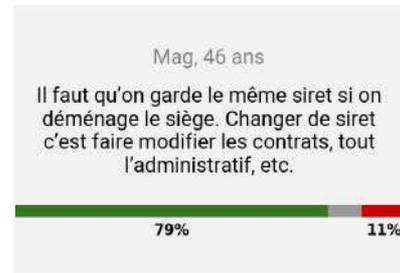
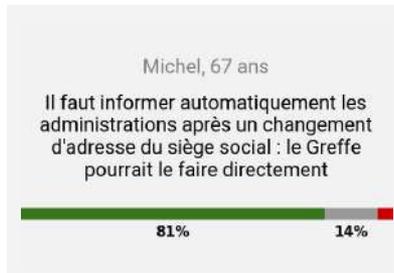
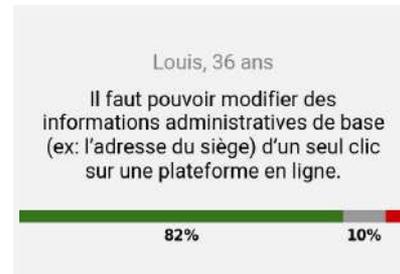
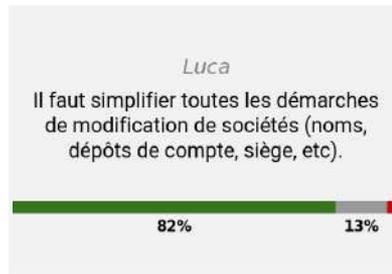
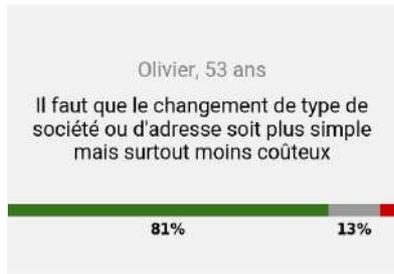
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Pouvoir modifier plus facilement un certain nombre d'informations **dont la modification paraît aujourd'hui peu effective** : type de société, adresse du siège, dépôt de comptes, changement de siret, protection marque etc.

Les participants prônent le fait de pouvoir réaliser ces modifications en un **"seul clic"** sur les plateformes, sinon qu'elles **s'appliquent automatiquement** quand l'information parvient à l'administration.

A la marge, les participants évoquent également **le prix de ces changements** jugés excessif.

Exemples de propositions plébiscitées :



Fluidifier et accélérer les procédures auprès des greffes des tribunaux de commerces

Cette idée rassemble 2% des propositions plébiscitées, soit 2% des propositions avec 81% de votes "pour" en moyenne et 2 485 votes.

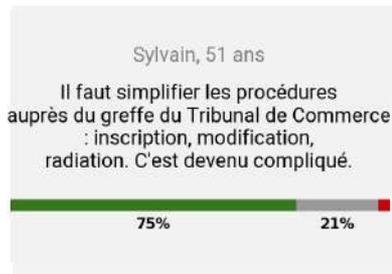
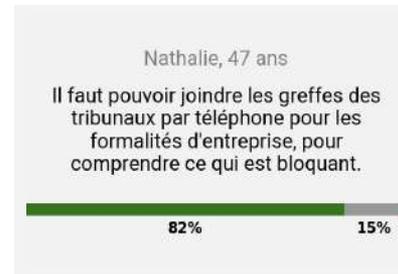
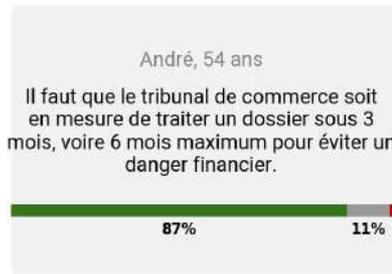
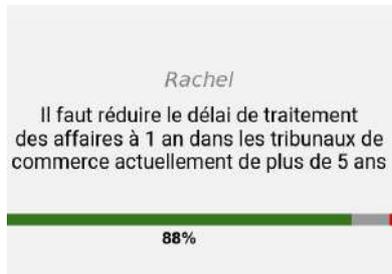
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Réduire significativement les délais de réponse/traitement des démarches ou des contentieux adressés aux tribunaux de commerce : limiter par exemple le temps de traitement à quelques mois.

Pouvoir contacter les greffes plus facilement par téléphone et multiplier plus les modalités de contact avec ces derniers.

Simplifier les procédures, notamment en limitant les envois de document.

Exemples de propositions plébiscitées :



Faciliter l'accès effectif des PME et des productions locales à la commande publique

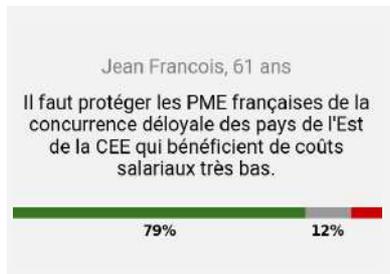
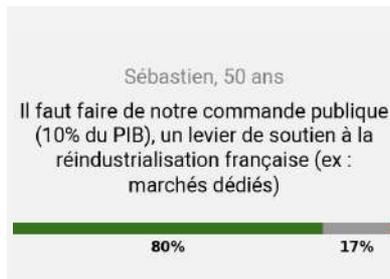
Cette idée rassemble 1% des propositions plébiscitées soit 14 propositions. Avec, 80% de votes "pour" en moyenne et 2 307 votes.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Changer les modalités d'appels d'offre dans les marchés publics au profit d'une **plus grande place réservée aux PME/TPE** ainsi qu'aux critères de **production locale**. Favoriser ainsi le **"Made in France"** et les engagements **RSE** des futurs titulaires.

Agir également sur les règles de concurrence au niveau Européen, toujours pour promouvoir la production locale.

Exemples de propositions plébiscitées :



Faciliter les démarches de transmission d'entreprise ou de cessation d'activité

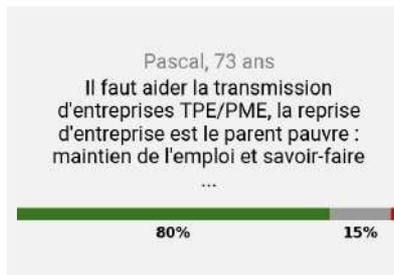
Cette idée rassemble 1% des propositions plébiscitées, soit 9 propositions. Avec **78% de votes "pour"** en moyenne et **1 315 votes**.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Rendre plus fluide **la reprise d'une entreprise** selon plusieurs typologies de situations : transmission familiale, maintien de l'emploi, transmission à de jeunes entrepreneurs.

Rendre également plus rapide **la cessation complète d'activité**, qui est parfois jugée également coûteuse.

Exemples de propositions plébiscitées :



PARTIE 2

LES IDÉES PLÉBISCITÉES ET DÉBATTUES

Axe : Quotidien des entreprises

- Simplifier les modalités de calcul et de déclaration des charges
- Consolider le droit à l'erreur et les communications préalables aux sanctions
- Garantir les délais de paiement d'un prestataire, notamment de la part des pouvoirs publics
- Simplifier l'édition et la lisibilité des fiches de paye
- ⚡ Subventionner ou limiter le recours aux experts-comptables
- ⚡ Exonérer de l'obligation de déposer les comptes annuels
- ⚡ Revenir sur l'obligation de facturation électronique

**Les idées de cet axe couvrent 15% des propositions plébiscitées ou controversées. Soit 143 propositions*

Simplifier les modalités de calcul et de déclaration des charges

Cette idée rassemble 7% des propositions plébiscitées, soit 66 propositions. Avec 80% de votes "pour" en moyenne et 11 812 votes.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

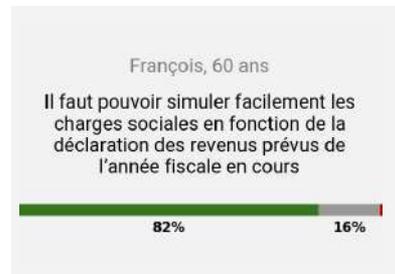
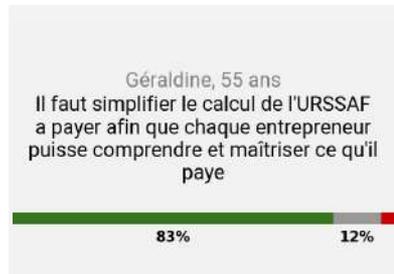
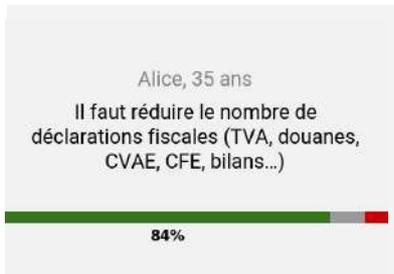
Décomplexifier à la fois le **calcul des charges**, Mais aussi le **nombre de canaux de déclaration**, jugés trop nombreux. Pour cela, unifier les déclarations (une seule DSN par an) et centraliser leurs envois.

Davantage d'explications, avec des libellés clairs, sur **les fondements des charges** (y compris TVA) pour comprendre et **mieux maîtriser la gestion de la fiscalité au cours de l'année**.

Le développement **d'outils pour simuler et anticiper les charges** (calculettes, simulateurs) pour éviter les décalages de trésorerie et permettre des ajustements.

Plus à la marge, le prélèvement à la source fait également consensus.

Exemples de propositions plébiscitées :



Garantir les délais de paiement d'un prestataire, notamment de la part des pouvoirs publics

Cette idée rassemble 4% des propositions plébiscitées, soit 44 propositions. Avec 82% de votes "pour" en moyenne et 7 004 votes.

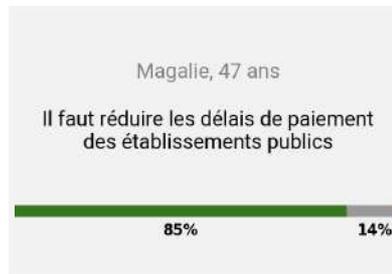
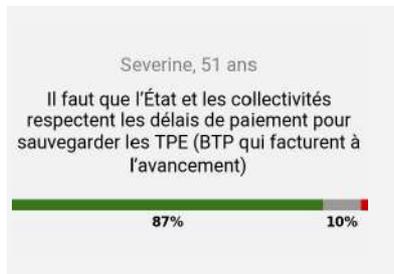
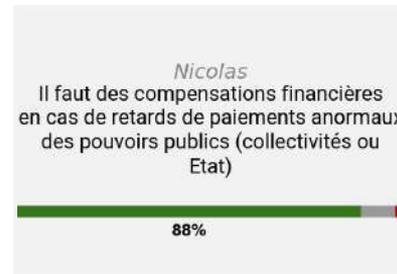
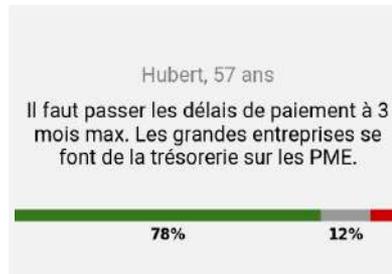
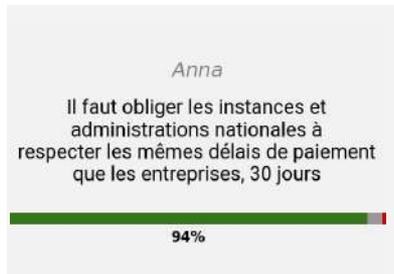
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Renforcer les obligations contractuelles de délais paiement La majeure partie des propositions évoquent des cas où l'Etat ou un commanditaire public est à l'origine de ces retards.

Garantir donc les mêmes délais que dans le privé (30 jours maximum par exemple) et mettre en place des **compensations** le cas échéant, sinon des amendes/intérêts en cas de retard avéré.

Le but étant de sauvegarder les TPE, qui sont sujettes à des gestions sensibles de trésorerie.

Exemples de propositions plébiscitées :



Consolider le droit à l'erreur et les communications préalables aux sanctions

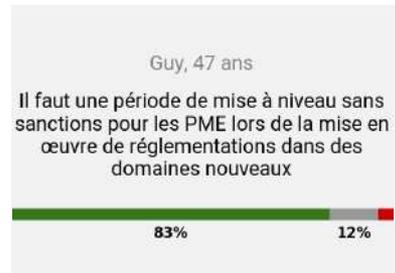
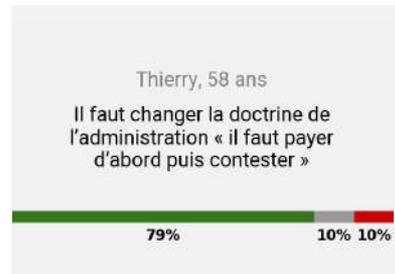
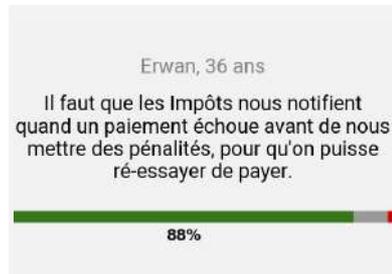
Cette idée rassemble 2% des propositions plébiscitées, soit 18 propositions. Avec **84% de votes "pour"** en moyenne et **4 256 votes**.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Que l'administration mette l'accent sur **la notification progressive d'information** avant de **mettre en oeuvre des pénalités** ou des injonctions à payer. Favoriser davantage la prévention et les avertissements.

Garantir une période d'information suffisante **de remise à niveau** concernant les cas de contentieux. Permettre aussi plus facilement le règlement amiable des retards.

Exemples de propositions plébiscitées :



Simplifier l'édition et la lisibilité des fiches de paye

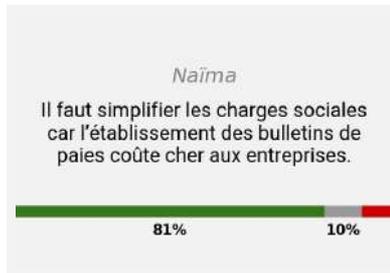
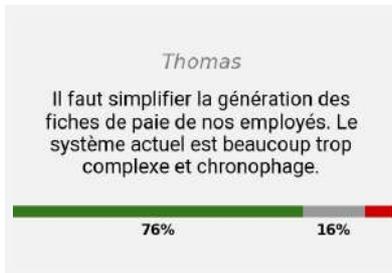
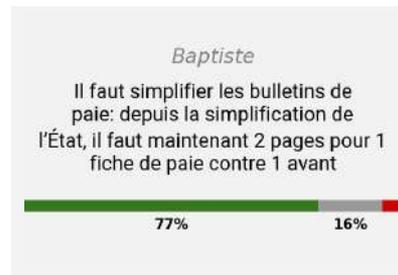
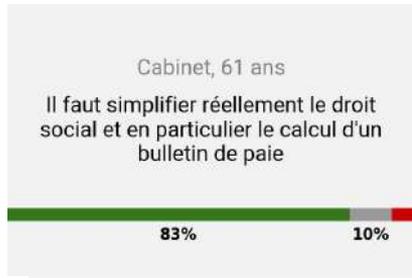
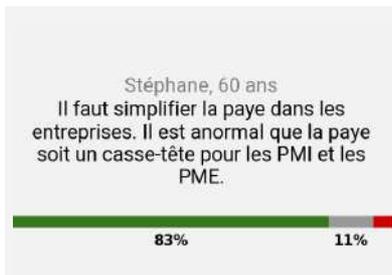
Cette idée rassemble **2% propositions plébiscitées**, soit 17 propositions. Avec **79% de votes "pour"** en moyenne et **2 808 votes**.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Réduire la complexité inhérente à la mise en oeuvre des fiches de paye, a fortiori pour les TPE, dont la réforme récente ne semble pas avoir levé les irritants.

Il en va de même pour **le calcul des bulletins**. Les participants s'accordent sur le constat d'un complexité difficilement dépassable sans recours à un expert comptable.

Exemples de propositions plébiscitées :



Revenir sur l'obligation de facturation électronique

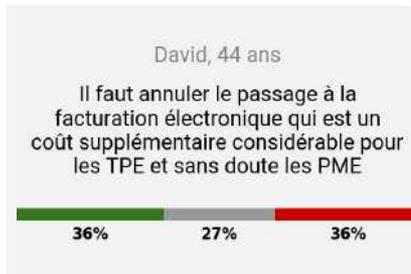
Cette idée rassemble **10 propositions controversées**, avec **41% de votes "pour"** et **34% de votes "contre"** en moyenne, et **1 786 votes**.

Les entrepreneurs se partagent sur

Annuler la récente mesure obligeant le passage à la facturation électronique au sein des TPE et PME.

Les participants se divisent sur les effets de cette mesure : trop complexe ou chronophage, menace pour l'emploi dans les petites structures, ingérence de l'Etat... de multiples effets de bord sont évoqués sans jamais concilier l'opinion des participants.

Exemples de propositions **controversées** :



Subventionner ou limiter le recours aux experts-comptables

Cette idée rassemble **12 propositions controversées**, avec **39% de votes "pour"** et **38% de votes "contre"** en moyenne, et **2 156 votes**.

Les entrepreneurs se partagent sur

Le fait que les pouvoirs publics mettent en place **davantage d'aides et de subventions pour faciliter l'emploi d'experts comptables**.

Des modalités spécifiques sont abordées : aides accentuées lors d'une création d'entreprise, internalisation de la tâche, exonération de comptabilité en dessous d'un certain montant de chiffre d'affaire etc. Toutes font là aussi l'objet de division dans leur adhésion.

Exemples de propositions **controversées** :



Exonérer de l'obligation de déposer les comptes annuels

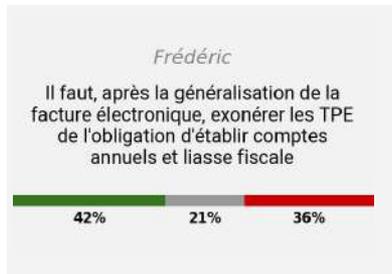
Cette idée rassemble **10 propositions controversées**, avec **41% de votes "pour"** et **34% de votes "contre"** en moyenne, et **1 367 votes**.

Les entrepreneurs se partagent sur

Supprimer l'obligation de dépôt annuel de compte - et des comptes sociaux - qui représenterait là encore une trop grande complexité.

Lever l'obligation de dépôt uniquement **pour les TPE**, ou appliquer cette limitation à partir d'un certain seuil de chiffre d'affaire.

Exemples de propositions **controversées** :



PARTIE 2

LES IDÉES PLÉBISCITÉES ET DÉBATTUES

Axe : Adaptation de l'administration aux usagers

- Étendre les modalités de contact avec l'administration, en conservant les échanges oraux
- Unifier le nombre de sites et leurs contenus
- Renforcer la posture d'accompagnement des administrations
- Adopter un langage plus aisé à comprendre dans tous les supports, à commencer par les lois
- Poursuivre la mise en place de guichets uniques
- Appliquer les principe "Dites le nous une fois" et une meilleure synchronisation des informations entre administrations
- Simplifier les relations en fusionnant les services au contact des entreprises
- Généraliser des expérience d'immersion des fonctionnaires et décideurs dans le quotidien des entreprise
- ⚡ Stopper la dématérialisation

**Les idées de cet axe couvrent 36% des propositions plébiscitées ou controversées. Soit 345 propositions*

Étendre les modalités de contact avec l'administration, en conservant les échanges oraux

Cette idée rassemble 11% des propositions plébiscitées, soit 105 propositions. Avec 84% de votes "pour" en moyenne et 17 455 votes.

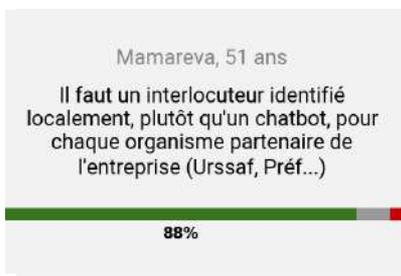
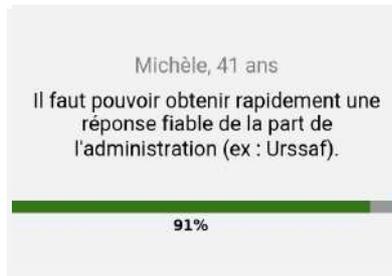
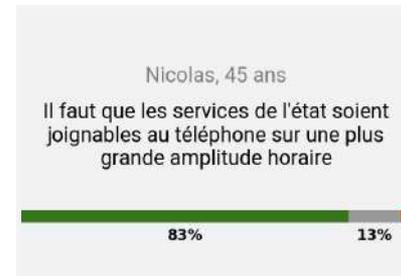
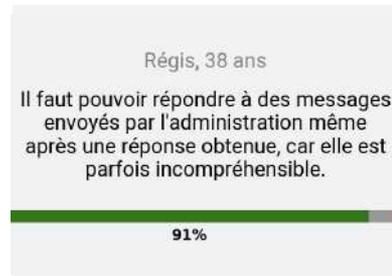
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Développer l'accès téléphonique avec l'administration (essentiellement l'URSSAF) : éviter les serveurs vocaux, étendre les plages horaires d'appel, donner un numéro unique, en garantissant des réponses rapides et fiables.

Assurer un équilibre entre **rendez-vous présents et dématérialisés** : pouvoir joindre un conseiller dédié de vive voix. Donner une préférence aux contacts humains en priorité pour les cas complexes.

Pouvoir répondre à un conseiller même après la clôture de l'espace d'échange.

Exemples de propositions plébiscitées :



Unifier le nombre de sites et leurs contenus

Cette idée rassemble 8% des **propositions plébiscitées**, soit 77 propositions. Avec **81%** de votes "pour" en moyenne et **13 180 votes**.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

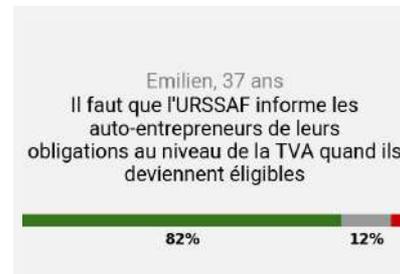
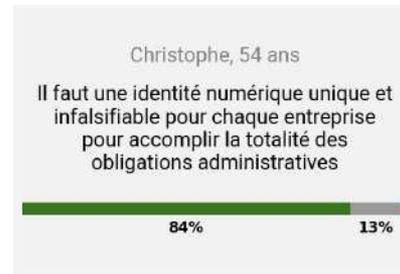
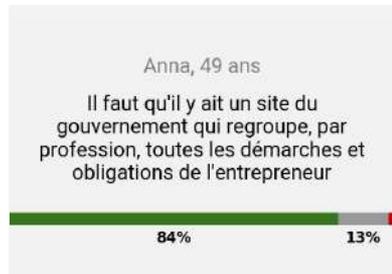
Unifier l'ensemble des sites et portails disponibles (URSSAF, Impôts DPAA, CFE) pour faciliter les démarches et déclarations. Les rendre **plus clairs** mais aussi **plus fonctionnels** (mieux tester en amont les sites avant leur lancement).

Permettre un accès avec **identifiants uniques** (via France connect, ANTS, pour par CNI ou numéro SIRET).

Pouvoir bénéficier d'une entrée **par profession et taille d'entreprise**.

Pouvoir trouver sur les sites **des informations** claires sur les obligations, droits, la réglementation, et **générer des notifications** en cas de message urgent (éligibilité, seuils franchis etc.)

Exemples de propositions plébiscitées :



Poursuivre la mise en place de guichets uniques

Cette idée rassemble 4% des propositions plébiscitées, soit 39 propositions. Avec 82% de votes "pour" en moyenne et 6 505 votes.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Renforcer le principe de guichets uniques disponibles pour gérer l'ensemble des démarches et adresser toute question (aides, dépôt, cotisation impôt). Favoriser l'usage d'un "compte unique" par entreprise.

Veiller également à **ne pas multiplier les guichets uniques eux-mêmes**. Unifier davantage les **Centre des formalités** et renforcer leur mission d'information auprès des dirigeants.

Exemples de propositions plébiscitées :

Camille, 34 ans

Il faut que les entreprises puissent avoir un compte unique à partir duquel faire et suivre toutes ses démarches administratives et aides.

89%

Philippe, 56 ans

Il faut centraliser toutes les cotisations, impôts, TVA, aides auprès d'un même service. Il y a trop d'intervenants différents.

81%

11%

Pierre Luc, 78 ans

Il faut cesser de multiplier les "guichets uniques" et n'en avoir vraiment qu'un seul. Net entreprise, portail pro, etc.

86%

Marie-Laure, 33 ans

Il faut un Centre de Formalités des Entreprises unique avec un interlocuteur unique, et simplifier/uniformiser les règles administratives

88%

Marc, 64 ans

Il faut créer un guichet unique pour répondre aux questions fiscales, juridiques, sociales, etc. et ainsi orienter vers les bons services.

80%

11%

Julien, 50 ans

Il faut regrouper les centres de formalités des entreprises au sein du Guichet Unique des entreprises pour éviter l'empilement

88%

Appliquer le principe "Dites le nous une fois" et une meilleure synchronisation des informations entre administrations

Cette idée rassemble **4% des propositions plébiscitées**, soit 34 propositions. Avec **84% de votes "pour"** en moyenne et **6 181 votes**.

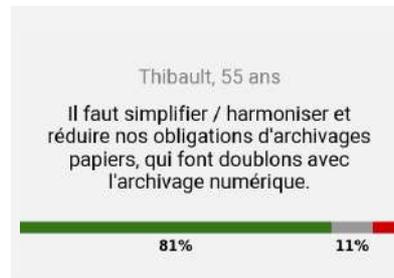
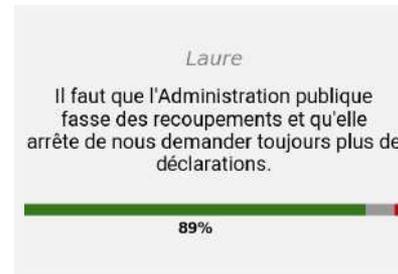
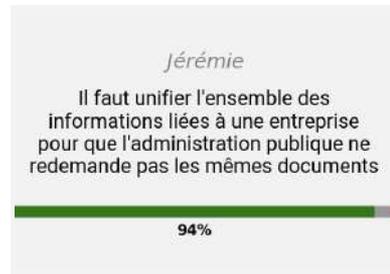
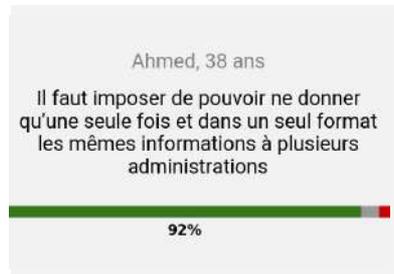
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Faire en sorte que les usagers n'aient pas à faire parvenir **plusieurs fois les mêmes documents** ou les même informations dans leurs démarches. Réaliser ces envois sous le même format afin d'éviter les doublons et les redondances.

A cet effet, **fluidifier la synchronisation entre entités concernées** : entres URSSAF, CAF, caisses retraites, centres de formalités etc.

Croiser les fichiers des usagers, notamment sur les sites internet.

Exemples de propositions plébiscitées :



Renforcer la posture d'accompagnement des administrations

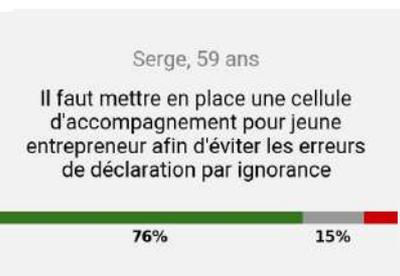
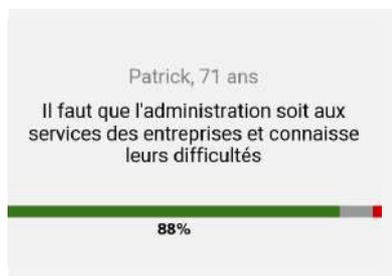
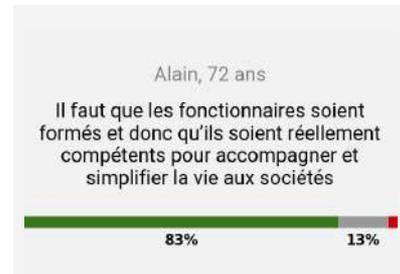
Cette idée rassemble 3% des propositions plébiscitées, soit 31 propositions. Avec 83% de votes "pour" en moyenne et 6 117 votes.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Un changement de posture quant à la manière dont l'administration traite les dossiers : **mettre en avant davantage d'accompagnement et de pédagogie** alors que certains participants estiment que les échanges sont parfois peu aidants

Pour cela, **la formation de conseillers dans l'administration** est mise en avant (mieux connaître dossier) ou encore le développement d'un pôle d'accompagnement dédié spécifiquement aux jeunes TPE.

Exemples de propositions plébiscitées :



Adopter un langage plus aisé à comprendre dans tous les supports, à commencer par les lois

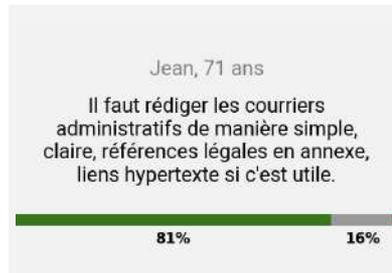
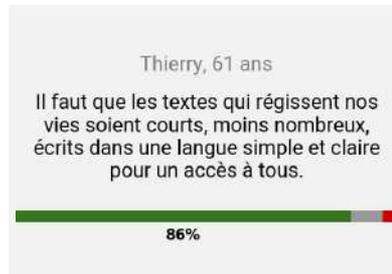
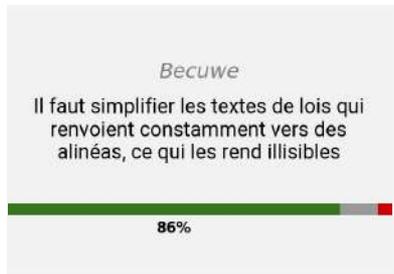
Cette idée rassemble 2% des propositions plébiscitées, soit 20 propositions. Avec 81% de votes "pour" en moyenne et 3 167 votes.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Mobiliser un langage plus intelligible pour les usagers, à la fois dans les textes de lois, les réglementations, les instructions, les courriers de l'administration que beaucoup jugent peu compréhensibles.

Ajouter pour cela, en complément d'une plus grande pédagogie, des références légales, des liens hypertextes.

Exemples de propositions plébiscitées :



Simplifier les relations en fusionnant les services au contact des entreprises

Cette idée rassemble 3% **propositions plébiscitées**, soit 26 propositions. Avec **81% de votes "pour"** en moyenne et **4 341 votes**.

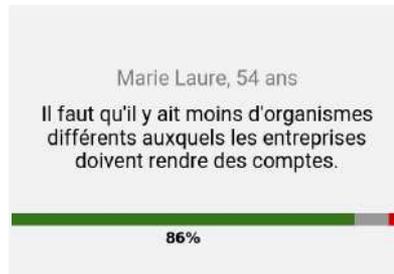
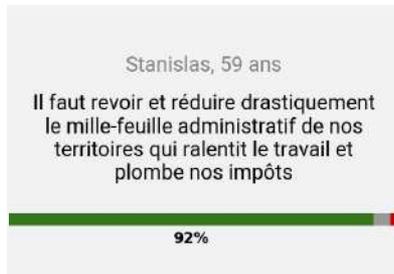
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Diminuer le mille-feuille administratif, notamment en rapprochant/fusionnant certains organismes, et plus spécifiquement au niveau territorial.

Les participants plaident en faveur de la **réalisation d'audits** afin d'inventorier des doublons au sein des organismes.

Limiter les cloisonnement et unifier les entités pour rendre les administrations complémentaires.

Exemples de propositions plébiscitées :



Généraliser des expériences d'immersion des fonctionnaires et décideurs dans la réalité quotidienne des entreprises

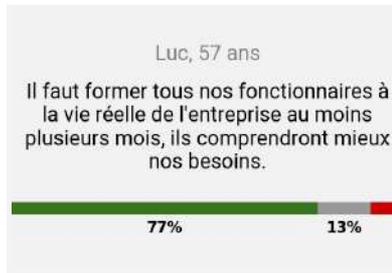
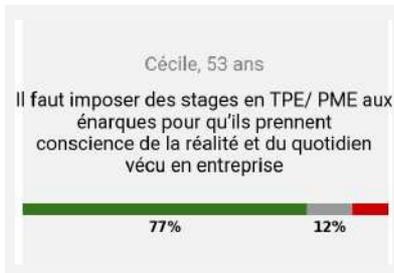
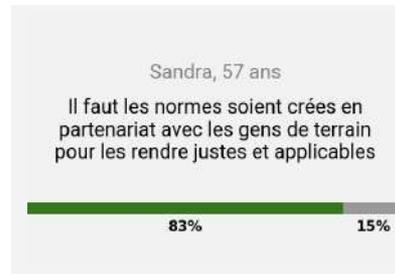
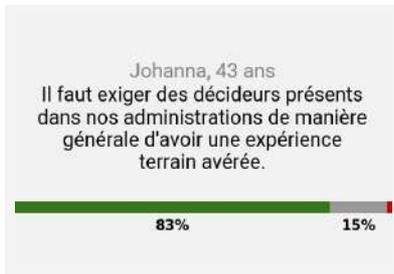
Cette idée rassemble 1% des propositions plébiscitées, soit 13 propositions. Avec 80% de votes "pour" en moyenne et 2 153 votes.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Placer les fonctionnaires (ou tout décisionnaire public) **dans une logique de rapprochement avec une expérience de terrain** (formation, immersion, stage, observation) afin de mieux connaître et comprendre les réalités économiques des TPE.

Créer les nouvelles normes davantage en **co-construction** avec des dirigeants et entrepreneurs. Recevoir plus régulièrement les représentants des TPE.

Exemples de propositions plébiscitées :



Stopper la dématérialisation

Les entrepreneurs se partagent sur

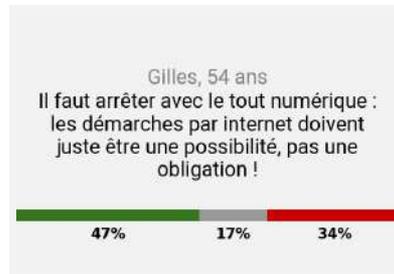
Un arrêt dans le processus globale de dématérialisation des procédures au profit du **maintien des procédures papiers**.

Les participants évoquent les contraintes du tout numérique pour certaines PME ou encore les difficultés pour **les plus anciens de s'adapter aux nouveaux outils**.

A la marge, quelques propositions qui prônent au contraire **une accélération de la dématérialisation** sont tout aussi controversées auprès des participants.

Cette idée rassemble **20 propositions controversées**, avec **41% de votes "pour"** et **35% de votes "contre"** en moyenne, et **3 388 votes**.

Exemples de propositions **controversées** :



PARTIE 2

LES IDÉES PLÉBISCITÉES ET DÉBATTUES

Axe : Rationalisation et suppression de normes

 Veiller à limiter l'empilement des nouvelles normes et règles

 Adapter les normes en fonction de la taille de l'entreprise

 Relever le plafond de CA pour les auto-entrepreneurs

 Réguler l'accès au statut d'auto-entrepreneur

**Les idées de cet axe couvrent 8% des propositions plébiscitées ou controversées. Soit 75 propositions*

Veiller à limiter l'empilement des nouvelles normes et règles

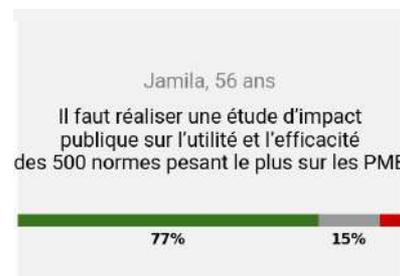
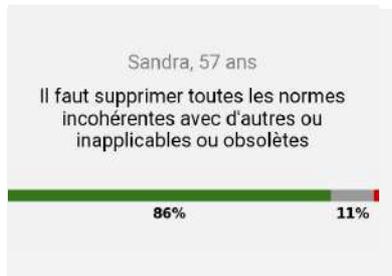
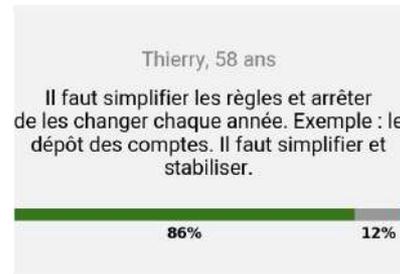
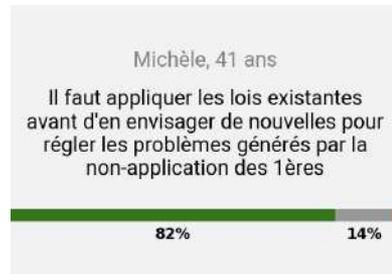
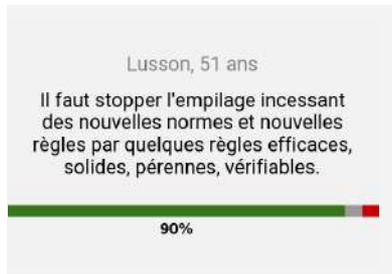
Cette idée rassemble **6% des propositions plébiscitées**, soit 56 propositions. Avec **83% de votes "pour"** en moyenne et **10 135 votes**.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Les participants s'accordent sur le constat d'un nombre exponentiel de nouvelles normes dont il faudrait **limiter l'empilement**, sinon pouvoir remplacer une ancienne règle dès lors qu'une nouvelle apparaît.

Il est également question de **faire appliquer en priorité celles existantes** et de réviser les normes qui ne sont plus d'actualité ou incohérentes pour tendre vers une stabilité plus intelligible par tous. Réaliser plus régulièrement des études d'impact sur les nouvelles normes.

Exemples de propositions plébiscitées :



Adapter les normes en fonction de la taille de l'entreprise

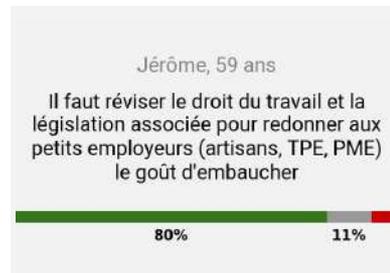
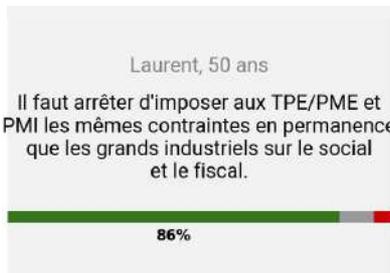
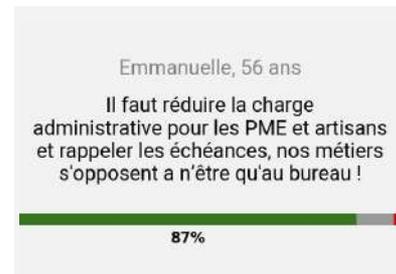
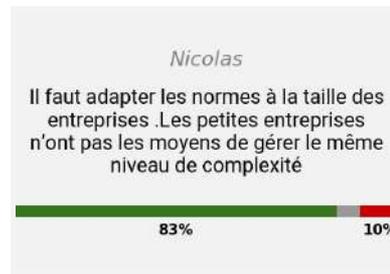
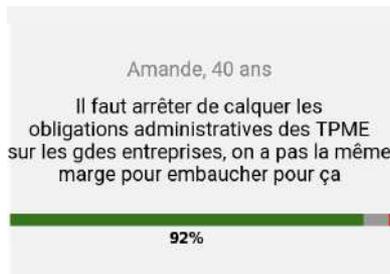
Cette idée rassemble **2% des propositions plébiscitées**, soit 19 propositions. Avec **83% de votes "pour"** en moyenne et **3 167 votes**.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Ne pas systématiquement appliquer les mêmes normes sans distinction aux TPE/PME et aux grandes entreprises : les petites structures n'ont parfois pas les mêmes capacités de traitement des règles sociales et fiscales, ou n'ont tout simplement pas le temps disponible.

Adapter les charges pour les PME/TPE, ou encore **adapter les procédures d'appel d'offre** spécifiquement pour ces structures.

Exemples de propositions plébiscitées :



Relever le plafond de CA pour les auto-entrepreneurs

Cette idée rassemble 12 propositions controversées, avec 42% de votes "pour" et 31% de votes "contre" en moyenne, et 1873 votes.

Les entrepreneurs se partagent sur

Permettre aux auto-entrepreneurs de générer **des résultats supérieurs à la limitation actuelle permise par leur statut.**

Le plafond pourrait ainsi être relevé par exemple en différenciant **les natures d'activités exercées** ou encore ou jouant sur des leviers comme une TVA spéciale.

D'autres participants évoquent de manière minoritaire la suppression entière du plafond de recette pour les auto-entrepreneurs.

Exemples de propositions **controversées** :

Stéphane

Il faut libérer le plafond de CA pour un auto-entrepreneur car c'est un vrai frein au développement et la SASU n'est pas une solution.

36% 24% 38%

Christophe, 54 ans

Il faut monter les seuils de la micro-entreprise de prestation de services au-delà de 150 000 €

46% 23% 29%

Michel, 64 ans

Il faut relever le plafond de CA annuel d'un autoentrepreneur (1 personne) soumis aux BNC (conseil/formation) sans l'assujettir à la TVA.

47% 25% 27%

Fabien, 38 ans

Il faut porter à 100.00€ le chiffre d'affaires des micro-entreprises pour les activités de services et 200.000€ pour les commerciales.

38% 34% 27%

Jérôme, 45 ans

Il faut (faudrait) que la limite du chiffre d'affaire pour les auto-entrepreneurs et artistes-auteurs soit supprimée.

30% 20% 49%

Christophe, 54 ans

Il faut monter les seuils de la micro-entreprise de prestation de services au-delà de 150 000 €

46% 23% 29%

Réguler l'accès au statut d'auto-entrepreneurs

Les entrepreneurs se partagent sur

Conditionner l'obtention du statut d'auto-entrepreneur à certains prérequis financiers ou de compétences, notamment afin de limiter une concurrence avec les TPE jugée parfois déloyale.

Différents critères font débat : formation préalable obligatoire, certificat, dossier d'éligibilité, réservé le statut aux activités complémentaires d'un individu uniquement, apport financier initial, limitation du statut dans le temps etc.

Cette idée rassemble **18 propositions controversées**, avec **39% de votes "pour"** et **38% de votes "contre"** en moyenne, et **3 056 votes**.

Exemples de propositions **controversées** :



PARTIE 2

LES IDÉES PLÉBISCITÉES ET DÉBATTUES

Axe : Droits sociaux*

- Assurer un meilleure protection sociale aux entrepreneurs (chômage, retraites)
- Mieux contrôler la délivrance des arrêts maladies
- Valoriser et soutenir les dispositifs de formation professionnelle
- ⚡ Réduire voire supprimer les indemnités chômage
- ⚡ Supprimer la médecine du travail

**Les idées de cet axe couvrent 8% des propositions plébiscitées ou controversées. Soit 79 propositions*

Assurer un meilleure protection sociale aux entrepreneurs (chômage, retraites)

Cette idée rassemble 4% des propositions plébiscitées, soit 42 propositions. Avec 79% de votes "pour" en moyenne et 7 042 votes.

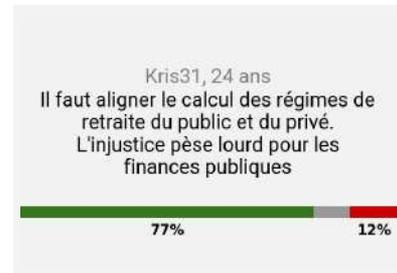
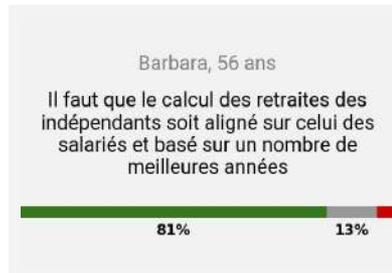
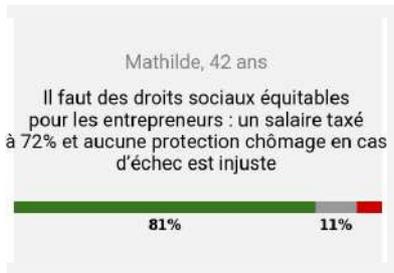
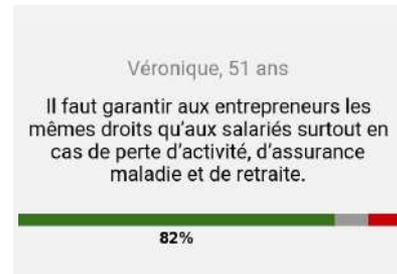
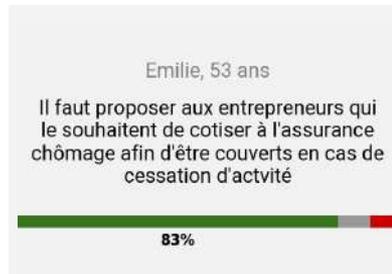
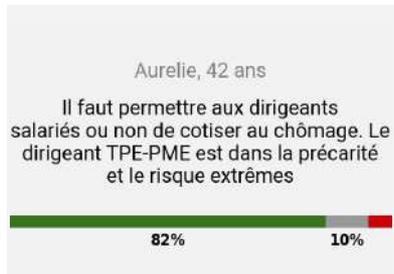
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Changer le système de cotisation pour ouvrir différents droits sociaux et protections aux dirigeants et entrepreneurs qui sont tout autant exposés à la précarité, plus particulièrement lors des cessations d'activité : droits au chômage, maladie/accident etc.

Relevé les montant des pensions retraites pour les entrepreneurs afin de les aligner avec ceux des salariés.

La notion d'équité est mobilisée par les participants pour justifier cette extension.

Exemples de propositions plébiscitées :



Valoriser et soutenir les dispositifs de formation professionnelle

Cette idée rassemble **3% des propositions plébiscitées**, soit 26 propositions. Avec **81% de votes "pour"** en moyenne et **4 628 votes**.

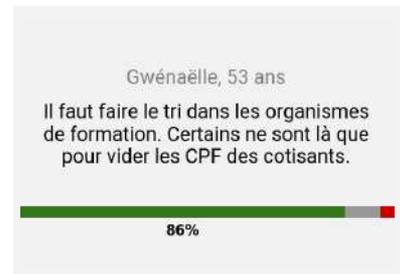
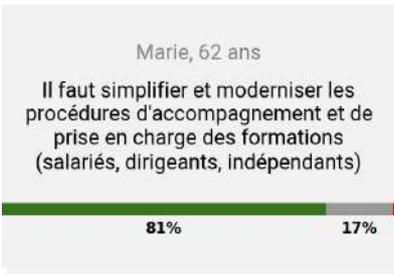
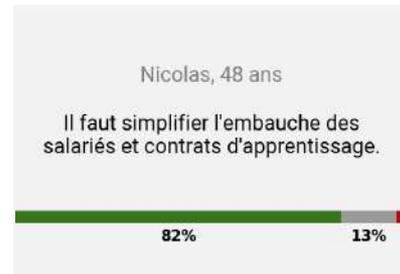
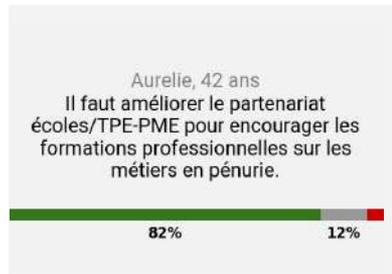
Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Développer encore davantage la formation professionnelle, qu'elle s'adresse **aux jeunes en apprentissage** aussi bien que les dispositifs **de formation continue destinés aux dirigeants et entrepreneurs**

Faciliter globalement le rapprochement des entreprises et des centres de formations (simplification des démarches, centralisation des aides, des remboursements)

Rendre également **plus transparent l'éligibilité des organismes de formation** au CPF.

Exemples de propositions plébiscitées :



Mieux contrôler la délivrance des arrêts maladies

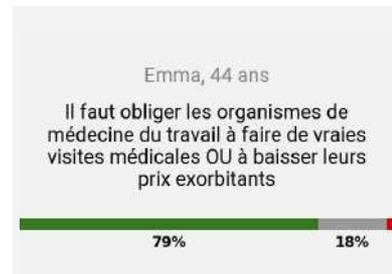
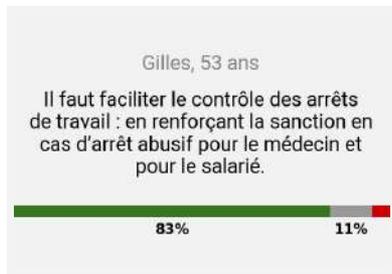
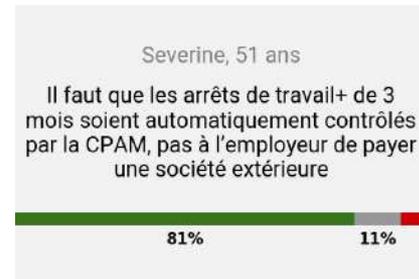
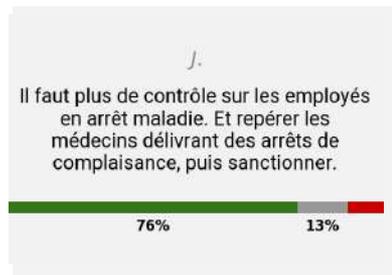
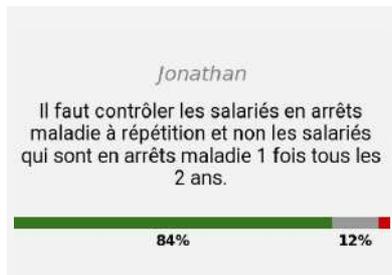
Cette idée rassemble **1% des propositions plébiscitées**, soit 11 propositions. Avec **81% de votes "pour"** en moyenne et **1 818 votes**.

Les entrepreneurs sont massivement d'accord pour :

Contrôler plus souvent les salariés en arrêt maladie afin d'éviter les abus : ceux dans cette situation depuis plus de 3 mois, sinon dès lors que de multiples arrêts consécutifs sont identifiés. Contrôler également les médecins qui pourraient délivrer des arrêts injustifiés.

A la marge, agir sur le coût de la médecine du travail.

Exemples de propositions plébiscitées :



Réduire voire supprimer les indemnités chômage

Cette idée rassemble **15 propositions controversées**, avec **41% de votes "pour"** et **37% de votes "contre"** en moyenne, et **2 307 votes**.

Les entrepreneurs se partagent sur

Rendre dégressif le montant des allocations chômage des salariés, après plusieurs mois ou en fonction de la durée des activités passées.

La diminution des droits au chômage est également débattue **dans la perspective de rendre plus flexible les embauches ou les licenciements**.

Exemples de propositions **controversées** :



Supprimer la médecine du travail

Les entrepreneurs se partagent sur

Supprimer la médecine du travail qui représenterait un coût significatif pour les employeurs.

La controverse se porte également sur le fait de basculer intégralement la visite médicale **auprès des médecins de ville**.

Cette idée rassemble **9 propositions controversées**, avec **42% de votes "pour"** et **37% de votes "contre"** en moyenne, et **1 399 votes**.

Exemples de propositions **controversées** :



MAKE.
ORG